

Journée d'étude - Lundi 14 janvier 2008

Autour de Jane Jenson et Amy G. Mazur

« Le rôle du féminisme dans l'émergence de nouveaux problèmes sociaux sur la scène publique »

Centre d'études européennes de Sciences Po

Responsables : Laurie Boussaguet et Sophie Jacquot

Appel à communications

Dans le cadre de son programme de professeurs invités, Sciences-po accueille cette année Jane Jenson et Amy G. Mazur, deux figures éminentes de la recherche sur les questions du rapport entre genre et politique(s). Le Centre d'études européennes a souhaité faire profiter de jeunes chercheur(e)s (doctorants, post-doctorants, docteurs et chargés de recherche) de leur venue à toutes deux en organisant une journée d'étude articulant certaines de leurs thématiques de recherche, encore peu explorées par la science politique française.

Ainsi, il nous a semblé intéressant de chercher à lier entre elles les problématiques soulevées par Jane Jenson d'une part, relatives notamment à l'impact du genre sur les politiques sociales et l'émergence de nouveaux risques sociaux (Jenson, 2006 ; Jenson et al., 2002 ; Jenson, Hagen et Reddy, 1988 ; Jenson et Sineau et al., 2001 ; Jenson et Saint-Martin, 2006), et les axes de recherche d'Amy Mazur d'autre part, sur les politiques publiques féministes, le féminisme d'Etat (State feminism) et les relations

entre le mouvement des femmes et l'Etat (Mazur, 2001, 2002 ; Mazur et Baudino, 2001 ; Mazur et Mc Bride Stetson, 2002).

Dans cette perspective, nous proposons de centrer cette journée d'étude sur l'articulation entre le féminisme en tant que mouvement social et champ intellectuel issu de la société civile, et l'Etat, la sphère publique et le processus de décision. Plus précisément, la question de l'émergence de nouveaux problèmes sociaux sur la scène publique, et le rôle joué par le féminisme dans cette émergence, nous a semblé constituer une entrée pertinente pour aborder cette thématique.

En effet, les transformations sociales que connaissent les sociétés occidentales depuis les années 60, sous l'effet conjugué du post-matérialisme (Inglehart, 1977), de la post-industrialisation et du développement des médias, ont contribué à faire émerger de nouveaux enjeux sur les scènes publiques et politiques ; ces derniers sont pris en charge par des acteurs publics de type nouveau, dont les féministes, qu'elles soient simples militantes ou universitaires, incarnent l'une des catégories les plus actives. Ainsi, on peut penser au rôle central qu'elles ont par exemple joué dans le vote des « lois de l'amour » (Mossuz-Lavau, 2002), ou à l'émergence plus récente des débats sur la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.

Pour cette journée d'étude, nous nous intéresserons donc :

- à la place et à l'usage des concepts et discours féministes, ainsi qu'aux mobilisations des femmes, dans la mise sur agenda de certains objets d'action publique.
- notre objectif sera également de questionner la façon dont ces mobilisations et ces discours sont ensuite traduits, re-traduits, incorporés et diffusés par les pouvoirs publics.

Le regard pourra être porté sur des cas d'étude historiques ou plus contemporains.

Cette mise en perspective temporelle sera d'ailleurs un moyen d'interroger la notion de « backlash » (Faludi, 1992) et ses éventuelles traductions empiriques.

Deux grands secteurs nous semblent d'ores et déjà pouvoir être repérés : le domaine socio-économique d'une part (politiques sociales, de l'emploi, de la petite enfance, etc.) ; et celui de la gestion de l'intime d'autre part (sexualité, fertilité, reproduction, etc.). Il ne s'agit toutefois pas de se limiter à ces seuls domaines « classiques » de mobilisations féministes et d'intervention genrée et nous espérons que les propositions de communication permettront d'élargir le spectre des secteurs où les féministes ont été ou sont à l'origine de processus de mise sur agenda.

Enfin, nous souhaitons souligner que les approches comparatives (Jenson et Gazibo, 2004 ; Mazur, 1999 ; Mazur et Mc Bride Stetson, 1995 ; Mazur et Zwingel, 2003) seront particulièrement appréciées pour la sélection des papiers de cette journée.

Calendrier :

- Date limite d'envoi des propositions : au plus tard le 12 octobre 2007.
- Réponse aux propositions : au plus tard le 22 octobre 2007.
- Date limite d'envoi des communications : le 21 décembre 2007.